# Désinformation en ligne: le cas de l'Ukraine

Il existe une crainte diffuse que les technologies de l'information renforcent l'efficacité des campagnes de désinformation à visée déstabilisatrice. Or, le cas paradigmatique de l'Ukraine montre que cette menace est exagérée. Les médias traditionnels restent bien plus influents. La focalisation sur les technologies perturbe l'analyse et empêche d'élaborer des contre-stratégies efficaces.

Par Lennart Maschmeyer

En Occident, le spectre de la «guerre hybride» russe continue de hanter les responsables de la défense et le grand public. Les campagnes de désinformation en ligne sont considérées comme un outil essentiel pour mener ce type de guerre, leur influence déstabilisatrice dépassant la portée du pouvoir militaire. Certains analystes vont jusqu'à suggérer que les instruments non militaires constituent aujourd'hui la plus grande menace pour les intérêts occidentaux. Si cette hypothèse se confirme, cela révolutionnerait la nature des conflits. Il est donc urgent et important d'évaluer la menace inhérente à la désinformation.

Pour ce faire, le cas de l'Ukraine est instructif. Les analystes font souvent référence à la notion de «guerre hybride» pour décrire l'agression de la Russie à l'encontre de l'Ukraine et le conflit qui s'en est suivi en 2014. Ce concept particulièrement vague désigne un mélange de moyens de guerre conventionnels et non conventionnels, et notamment le recours à la tromperie, au sabotage et à la désinformation. Ces procédés ne sont pas nouveaux et font depuis longtemps partie intégrante des conflits d'envergure limitée. Cependant, les craintes actuelles reposent sur l'hypothèse que les technologies de l'information renforceraient la puissance de ces instruments.

Beaucoup voient l'Ukraine comme un «laboratoire de test» des outils de guerre hybride, dont la Russie fait un usage soutenu dans le pays. L'Ukraine est un cas paradigmatique de guerre hybride dont l'efficacité présumée reposerait en grande partie sur les campagnes de désinformation qui ont été menées. La désinformation, dans ce contexte, désigne la diffusion d'informations sciemment fausses, mais comprend également d'autres instruments fallacieux tels que des faux comptes sur les réseaux sociaux agissant comme des personnes réelles. L'Ukraine offre, de fait, des conditions idéales pour que ces campagnes de désinformation fonctionnent: proche de la Russie du point de vue géographique, mais aussi culturel et linguistique, sa population fait globalement peu confiance au gouvernement. Les données probantes recueillies dans le pays peuvent donc fournir des enseignements importants sur la puissance de cette menace et les moyens d'y faire face.

Vladimir Poutine apparaît sur un écran de télévision dans un magasin en Crimée: la désinformation russe aurait un rôle déstabilisateur dans le conflit ukrainien. *Alexey Pavlishak / Reuters*

Une évaluation critique de l'efficacité des campagnes de désinformation en ligne comme instrument de pouvoir dans ce

© 2021 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich

conflit remet en question les hypothèses que nous venons de présenter. D'abord, contrairement aux discours sur la guerre hybride, peu d'éléments indiquent que des campagnes de désinformation en ligne ont été coordonnées à grande échelle en Ukraine. Ensuite, les preuves que de telles campagnes aient contribué aux gains stratégiques obtenus par le Kremlin sont également maigres. Les recherches actuellement menées par le CSS en collaboration avec la London School of Economics, le Shorenstein Center sur les nouveaux médias à Harvard et Internews Ukraine montrent, au contraire, que les médias numériques sont nettement *moins* efficaces que les médias traditionnels pour diffuser des discours de désinformation. De même, une étude des réseaux sociaux laisse entendre que les campagnes de désinformation ont une portée restreinte, aussi bien en termes d'échelle que de public potentiel. Ces éléments indiquent que les craintes quant à la puissance de la désinformation en ligne sont exagérées et risquent de détourner l'attention des médias traditionnels comme outils d'influence.

## La stratégie initiale de Moscou

L'origine du conflit actuel en Ukraine réside dans la tentative du pays de s'extraire de la sphère d'influence russe et les efforts déployés par Moscou pour l'en empêcher. Lorsque le Parlement ukrainien a voté en février 2013 l'ouverture de négociations en vue d'un accord d'association avec l'UE, le Kremlin a mobilisé différents procédés pour faire barrage à ce projet, de façon ouverte ou plus discrète. La stratégie de la Russie reposant sur la possibilité de nier à tout moment son implication, ses objectifs sont difficiles à cerner. Les fuites de certains documents et appels téléphoniques du Kremlin permettent néanmoins de discerner plusieurs priorités. En 2013, un document du Kremlin présentant un ensemble de mesures pour l'Ukraine a été divulgué en ligne. Il détaillait quatre objectifs stratégiques: empêcher l'Ukraine de signer un accord d'association avec l'UE; créer un réseau subversif de forces politiques et sociales prorusses pour influer sur le paysage politique ukrainien; neutraliser l'influence du mouvement proeuropéen; et faciliter l'adhésion de l'Ukraine à l'Union douanière eurasiatique (aujourd'hui l'Union économique eurasiatique) d'ici 2015.

Les responsables russes ont commencé par nier l'authenticité de ce document mais des experts indépendants ont établi sa véracité. La divulgation d'un échange d'e-mails provenant du Kremlin a confirmé par la suite cette évaluation. Le document présente un plan complet visant à recourir à des pressions diplomatiques, des responsables politiques prorusses et des acteurs subversifs pour exercer une influence. Il évoque également la nécessité de mettre en place une «campagne efficace de propagande» en concluant des «accords personnels» avec les propriétaires de chaînes de télévision pour influer sur les contenus diffusés. Il est intéressant de noter que le document ne fait pas une seule fois mention des médias numériques.

## Des hypothèses aux preuves

La Russie est bien loin d'avoir atteint ces objectifs. Tout d'abord, sa campagne diplomatique s'est retournée contre elle. Vladimir Poutine a certes réussi à convaincre le président ukrainien Viktor Ianoukovitch de se retirer des négociations avec l'UE. Cependant, cette initiative a largement contribué au déclenchement des manifestations d'Euromaïdan, qui ont entraîné la chute du gouvernement d'Ianoukovitch. La neutralisation du mouvement proeuropéen a de toute évidence échoué, de même que les efforts pour inciter le gouvernement ukrainien à adhérer à l'Union douanière. Le Kremlin a alors activé des plans d'urgence. Selon des e-mails et des appels téléphoniques entre les dirigeants de groupes téléguidés par Moscou et leurs correspondants au sein du gouvernement russe dont les contenus ont fait l'objet de fuites, à l'image des «dossiers de Glazyev», la prise de contrôle de la Crimée et la campagne subversive visant le Donbass faisaient partie de ces plans.

> L'incapacité du Kremlin à atteindre ses objectifs initiaux remet en question l'efficacité présumée de cette guerre hybride.

De façon générale, l'incapacité du Kremlin à atteindre ses objectifs initiaux remet en question l'efficacité présumée de cette guerre hybride. Malgré les efforts déployés depuis 2013 par la Russie pour l'en empêcher, l'Ukraine se tourne de plus en plus vers l'UE. Ce conflit a toutefois procuré à Moscou des gains stratégiques de taille avec l'annexion de territoires ukrainiens en Crimée et le contrôle partiel du Donbass.

L'évolution des intentions stratégiques du Kremlin en Ukraine depuis 2014 peut donner lieu à plusieurs interprétations. Un aspect est cependant crucial: la désinformation en ligne n'a pas joué de rôle significatif dans les gains stratégiques obtenus. La seule preuve tangible de l'existence d'une entreprise coordonnée de désinformation en lien avec l'annexion de la Crimée a été découverte en 2017. Il s'agit d'une opération menée par l'un des services secrets de la Russie, le GRU, qui a utilisé une poignée de faux comptes sur les réseaux sociaux pour discréditer les manifestants de Maïdan. Les services de propagande russes ont repris certaines de leurs publications. Néanmoins, cette opération était de faible ampleur et ne s'inscrivait pas dans le cadre d'une campagne au long cours. En dehors de ce cas, seuls quelques rapports épars font état d'initiatives de désinformation isolées, telles que de faux SMS alertant la population de Crimée d'une coupure d'eau imminente en 2014. Aucun élément ne démontre l'existence de campagnes de désinformation en ligne coordonnées à grande échelle, ni la contribution de telles campagnes à la réussite de l'opération en Crimée. En réalité, une récente étude est parvenue à la conclusion que l'immense majorité des contenus sur Twitter en lien avec la crise en Crimée *allaient à l'encontre* des discours de désinformation. Au lieu de campagnes à long terme conçues pour influencer l'opinion publique, la désinformation sur les réseaux sociaux s'est résumée à des efforts ponctuels visant à semer la confusion dans les esprits de la population et des dirigeants de Crimée. Il n'y a donc guère de preuves que les technologies numériques aient contribué à accroître l'intensité ou l'ampleur de l'annexion. Il en va de même pour les opérations subversives visant le Donbass.

## La télévision reine

En revanche, les chaînes de télévision russes, très regardées par les Criméens (dont beaucoup se considèrent comme Russes), ont diffusé un flot continu de messages prorusses. Une enquête réalisée par Gallup en 2014 a révélé que les quatre sources d'information les plus populaires auprès de la population de Crimée étaient des chaînes de télévision russes. Selon Dmitry Dubov, expert en désinformation à l'Institut national d'études stratégiques en Ukraine, les technologies numériques ont joué un rôle insignifiant en Crimée par rapport aux télévisions et aux médias traditionnels. Des e-mails du haut fonctionnaire du Kremlin Vladislav Sourkov, récupérés et publiés par InformNapalm, confirment cette analyse. Sourkov est considéré comme l'un des principaux architectes des stratégies de désinformation et de «guerre non linéaire» de Moscou.

La popularité des chaînes de télévision russes auprès des habitants de Crimée a donc aidé à influer sur l'opinion publique à une échelle qui a éclipsé toutes les opérations de désinformation en ligne connues jusqu'alors – et ce, de façon durable. Si l'influence causale directe de la télévision sur la réussite de l'initiative d'annexion de la Crimée reste à étudier, sa large portée en fait un canal bien plus susceptible de peser efficacement sur l'opinion publique que des campagnes ponctuelles sur les réseaux sociaux. En accord avec cette hypothèse, une étude menée en 2014 par Leonid Peisakhin et Arturas Rozenas montre formellement que le fait de regarder la télévision russe a renforcé le soutien de la population aux partis prorusses lors des élections présidentielles et législatives de 2014 en Ukraine.

En résumé, s'il n'existe pas vraiment de preuve que les médias numériques aient facilité la diffusion de discours de désinformation qui auraient favorisé l'annexion de la Crimée, des éléments indiquent clairement que les médias traditionnels ont constitué des canaux plus efficaces à plus grande échelle. Ce que l'on a pu observer au «moment chaud» du conflit remet donc fortement en question les présomptions selon lesquelles la désinformation en ligne aurait aujourd'hui plus d'effet que les canaux traditionnels.

On constate une pénétration forte des discours de désinformation, 20 à 30 pour cent des Ukrainiens se déclarant d'accord avec les discours suivis.

### L'évolution des tactiques

Près de sept ans se sont écoulés depuis l'annexion de la Crimée par la Russie et si le conflit au Donbass reste dans l'impasse, deux aspects ont évolué: les objectifs stratégiques et les tactiques de désinformation. Sont-ils plus efficaces pour autant?

Les efforts pour intégrer l'Ukraine dans l'Union douanière eurasiatique ont capoté, tandis que la Russie a gagné des territoires en Crimée. Dans ce contexte, les objectifs du Kremlin sont désormais de déstabiliser l'Ukraine, de creuser le fossé national et de nourrir la défiance envers les alliés occidentaux du pays. En l'absence d'éléments probants, les intentions du Kremlin peuvent donner lieu à plusieurs interprétations. Quoi qu'il en soit, son grand objectif stratégique reste de préserver l'Ukraine dans sa sphère d'influence. Pour cela, la Russie doit empêcher le pays d'adhérer à l'UE et inverser son cheminement vers l'intégration européenne.

Des analystes occidentaux maintiennent que les campagnes de désinformation jouent un rôle clé dans la poursuite de cet objectif, d'autant que le conflit militaire à l'est de l'Ukraine est aujourd'hui dans l'impasse. Pourtant, les recherches systématiques sur les modes de diffusion et leur impact restent rares. Deux études universitaires approfondies des contenus publiés sur Twitter en 2018 et 2019 n'ont dégagé aucun élément attestant l'existence de campagnes de désinformation coordonnées. Ces résultats ne sont peut-être pas si étonnants si l'on considère qu'environ 5 pour cent des Ukrainiens seulement utilisent Twitter, ce qui limite la représentativité de ces études.

Depuis, des chercheurs d'Internews Ukraine ont documenté l'évolution des tactiques de désinformation. Dans un rapport datant d'octobre 2020, ils ont identifié des groupes Facebook et des canaux sur l'application de messagerie Telegram utilisés pour répandre des discours de désinformation. Le recours à des canaux Telegram anonymes pour diffuser des informations trompeuses ou obtenues par piratage constitue une innovation dans l'approche du Kremlin. Le média ukrainien Liga.net a découvert que plusieurs canaux anonymes prorusses avaient fait leur apparition sur Telegram pendant l'élection présidentielle de 2018 en Ukraine, mais on ignore s'ils ont eu un impact. Dans l'ensemble, on dispose de peu de données empiriques sur les mécanismes de fonctionnement des campagnes de désinformation et sur leurs effets sur les perceptions du public.

### Triangulation de l'impact

Le CSS mène actuellement un projet en collaboration avec Peter Pomerantsev de la London School of Economics, Alexei Abrahams du Shorenstein Center à Harvard et Volodymyr Yermolenko d'Internews Ukraine afin de mieux comprendre les mécanismes et l'impact de la désinformation. Les résultats préliminaires de ces recherches battent en brèche les hypothèses dominantes sur la menace que constituent les campagnes de désinformation en ligne.

L'équipe suit 17 discours de désinformation actuels identifiés dans le cadre du projet de surveillance des médias d'Internews sur Twitter et Telegram et mesure l'ampleur de leur diffusion et leur impact sur le public à l'aide d'une enquête. La plupart de ces discours reprennent des thèmes présents de longue date dans les campagnes de désinformation russes visant l'Ukraine, selon les inventaires effectués par des organisations locales telles que StopFake et Internews. Leur objectif est de miner la confiance à l'égard des alliés occidentaux de l'Ukraine et d'affaiblir la légitimité du gouvernement ukrainien. Ils contiennent, pour l'essentiel, des charges contre l'Occident. L'idée selon laquelle l'Ukraine serait gouvernée «de l'extérieur» par le milliardaire George Soros et le Fonds monétaire international est particulièrement populaire. Des théories connexes suggèrent que l'Occident aurait pour projet de «faire main basse» sur les terres de l'Ukraine et d'«asservir» son peuple. Dans la même veine, l'UE est accusée d'exploiter les Ukrainiens en profitant d'une main-d'œuvre bon marché et d'avoir imposé un accord commercial défavorable au pays. Les discours à caractère national mettent en avant la menace fasciste en Ukraine et accusent Volodymyr Zelensky, l'actuel président, d'être «totalement dépendant» de l'Occident. Enfin, un autre discours saillant a émergé en lien avec la crise du coronavirus. Il affirme que les États-Unis gèrent des laboratoires biologiques en Ukraine qui propageraient le coronavirus.

Les résultats de l'analyse des contenus Twitter sont conformes à ceux des précédentes études et montrent que ces discours ne sont relayés que par une faible proportion de tweets. De même, peu d'éléments attestent d'activités coordonnées de la part de bots. Sur Telegram, ces discours ont été suivis sur cinq canaux identifiés par Liga.net comme étant des grands relais de désinformation. Contrairement aux attentes, leur taux de pénétration sur tous ces canaux était faible. Une analyse de tous les messages publiés entre juillet et octobre 2020 (2638 au total) a montré que 5 pour cent d'entre eux seulement mentionnaient les discours suivis. En recoupant ces messages avec les contenus des médias russes, peu d'éléments permettaient d'établir une coordination. Comme lors de la crise de Crimée, les indices attestant d'opérations de désinformation en ligne, qui exploiteraient la rapidité, l'échelle et l'efficacité présumées supérieures des médias numériques, sont donc maigres.

Les résultats de l'enquête contredisent également l'idée selon laquelle les campagnes sur les réseaux sociaux seraient plus efficaces. Dans l'ensemble, on constate une

pénétration étonnamment forte des discours de désinformation, 20 à 30 pour cent des Ukrainiens se déclarant d'accord ou plutôt d'accord avec les discours suivis. Ces proportions se retrouvent dans toutes les régions et pour tous les facteurs démographiques (âge, éducation, revenus, etc.). Le discours le plus extrême, sur des laboratoires américains qui propageraient le coronavirus, recueille des niveaux d'accord tout aussi élevés. Au vu de ces chiffres, on se demande par quel biais les personnes ont connaissance de ces informations. Sur ce point, les données de l'enquête créent la surprise.

La corrélation entre les médias favoris des personnes interrogées et leur accord avec les discours étudiés indique que plus elles regardent les chaînes de télévision ukrainiennes appartenant à Viktor Medvechuk, un oligarque proche de Poutine, plus elles ont tendance à approuver ces discours. Cette conclusion est exactement celle à laquelle on s'attendait sur la base des études précédentes. La décision prise par le gouvernement ukrainien le 2 février 2021 d'imposer des sanctions à ces chaînes, limitant sévèrement leur capacité de diffusion, témoigne de l'importance qu'il leur accorde.

Par revanche, la même analyse menée sur des réseaux sociaux populaires (Facebook, WhatsApp, Twitter et Telegram) montre le contraire: plus les gens utilisent ces sources pour s'informer, *moins* ils ont tendance à approuver les discours de désinformation. Ce résultat surprenant va donc à l'encontre des hypothèses les plus répandues. Une analyse statistique complète confirme que cette corrélation négative reste valable même en intégrant une série de facteurs démographiques et géographiques.

> Les stratégies visant à contrer l'influence de la désinformation ne doivent pas se concentrer exclusivement sur les technologies et les médias numériques.

Pour résumer, les résultats préliminaires semblent indiquer l'inverse de ce que l'on présume généralement: en Ukraine, les médias traditionnels constituent des moyens d'influence bien plus efficaces que la désinformation ciblée en ligne. Les résultats finaux et une analyse plus approfondie de l'impact de la désinformation sur les préférences en matière de politique étrangère seront publiés dans le courant de l'année.

## Conclusion

Cette analyse fournit deux grands enseignements. Premièrement, la réalité en Ukraine indique que l'on a peut-être tort de se focaliser sur les menaces liées à la désinformation *en ligne*. Si l'Ukraine constitue un cas de guerre hybride par excellence, comme on le considère généralement, sa situation montre que les médias traditionnels sont le principal canal de diffusion de la désinformation, et non les médias numériques. Cette conclusion est en accord avec de nouvelles études selon lesquelles les médias traditionnels, en premier lieu FOX News, auraient joué un rôle bien plus important et bien plus efficace que les médias numériques pour diffuser des discours de désinformation pendant les élections présidentielles américaines de 2016. Par conséquent, les stratégies visant à contrer l'influence de la désinformation ne doivent pas se concentrer exclusivement sur les technologies et les médias numériques.

Deuxièmement, il est probable que l'on surestime actuellement l'efficacité de la désinformation comme instrument géopolitique. Même dans des conditions relativement idéales telles qu'en Ukraine, l'exposition prolongée à la désinformation et les forts taux de pénétration de ces discours n'ont pas produit (à ce stade) le résultat escompté: ramener l'Ukraine dans la sphère d'influence de la Russie et inverser son cheminement vers l'UE. Pour l'instant, la réalité sur l'un des plus grands «champs de bataille de l'information» du monde laisse à penser que la menace est exagérée. Les campagnes de désinformation peuvent néanmoins s'avérer utiles lorsque le fossé qui divise l'opinion publique est faible. En outre, les interactions entre les médias numériques et traditionnels dans la diffusion de ces discours méritent une attention particulière.

**Voir le site thématique du CSS pour en savoir plus sur la sécurité euro-atlantique.**

**Lennart Maschmeyer** est chercheur senior au Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich, où il travaille sur le cyber conflit, la politique de pouvoir et la subversion.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zürich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeurs: Benno Zogg
Révision linguistique: Névine Schepers
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

**Rivalité entre grandes puissances en Asie du Sud-Est** No 277
**La Chine et la maîtrise des armements nucléaires** No 276
**La Turquie et la crise en Méditerranée orientale** No 275
**Mercenaires au service d'États autoritaires** No 274
**Recul de la liberté sur Internet** No 273
**Les banques multilatérales chinoises et la géopolitique** No 272

© 2021 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000465902